



**5^e Forum sur la Gouvernance de l'Internet de l'Afrique de l'Ouest,
West Africa Internet Governance Forum (WAIGF)**

**Du 2 au 4 Juillet 2012
Freetown, Sierra Leone**

Communiqué final

**Thème : “Promouvoir le modèle multi-acteurs pour le développement de
l'Internet en Afrique”**

Nous, les participants au Forum sur la Gouvernance de l'Internet de l'Afrique de l'Ouest (WAIGF), organisé par le Consortium WAIGF, le Forum de la Gouvernance de l'Internet de Sierra Leone, ISOC Sierra Leone et le Gouvernement de Sierra Leone du 2 au 4 Juillet 2012 à la Salle de Conférence Miatta, Freetown.

Rappelant qu'il s'agit de la cinquième session du Forum sur la Gouvernance de l'Internet de l'Afrique de l'Ouest ;

Rappelant que lors des précédentes rencontres, les participants avaient noté que la bonne gouvernance de l'Internet est indispensable au développement durable des TIC et partant d'un développement socio-économique ;

Rappelant qu'aux troisième et quatrième sessions à Dakar au Sénégal et à Lagos au Nigéria, le Forum a discuté des questions relatives à l'accès, à la sécurité, aux ressources Internet critiques, aux données privées, au cloud computing et à la transparence dans la sous-région;

Rappelant l'engagement et le soutien continus des organisations internationales telles qu'ICANN, ISOC, DiploFoundation, FOSSFA, UNECA, UNIFORUM ZACR pour l'atteinte des objectifs du Forum sur la Gouvernance de l'Internet de l'Afrique de l'Ouest (WAIGF) et la participation de toutes les parties prenantes de la sous-région.

Rappelant que durant les quatre derniers forums, nous avons travaillé sur le même thème afin de souligner l'importance du modèle multi-acteurs du Forum sur la Gouvernance de l'Internet dans la sous-région ;

Rappelant que le Forum sur la Gouvernance de l'Internet de l'Afrique de l'Ouest (WAIGF) soutient le modèle/approche multi-acteur dans la Gouvernance de l'Internet dans la sous-région et au niveau mondial.



Convenons et recommandons:

1. Sur la **Gouvernance de l'Internet pour le Développement**, de créer un environnement stimulateur pour une plus grande participation des Gouvernements de la sous-région, de la société civile, du monde universitaire, du secteur privé et du public sur l'idée qu'Internet peut favoriser l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Spécifiquement :

- De promouvoir le renforcement et le développement de capacité du public sur les sujets relatifs à l'Internet et développer un cadre permettant aux individus de mieux comprendre des sujets comme l'éducation à distance, la télésanté, les TIC au service de l'agriculture, toute chose qui profitera au développement économique
 - D'encourager l'utilisation du cloud computing (l'informatique des nuages) afin de minimiser les coûts et améliorer l'évolutivité des initiatives de développement
2. Sur la **Sécurité, la Transparence et la Protection des données privées**, d'encourager les gouvernements à ratifier les textes de la CEDEAO sur la protection des données personnelles et d'adopter dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des mesures et des textes législatifs conformes aux standards et aux bonnes pratiques internationaux. En plus,
 - De faire de la sensibilisation et du plaidoyer auprès du public et du secteur privé sur la sécurité des TIC
 - D'organiser plus de formations sur le protocole IPv6 afin de se conformer aux futurs standards d'adressage IP
 - De favoriser l'usage des méthodes de gouvernement électronique (e-Government) pour faciliter l'accès au service public et ainsi accroître leur efficacité
 3. Sur l'**Accès et la Diversité**, de s'assurer que les politiques d'accès universels sont mises en œuvre afin de rendre l'accès à Internet abordable dans les zones rurales et non desservies tout en incluant les personnes handicapées. Aussi
 - De mettre en œuvre des cadres stimulant pour l'intégration des TIC dans le cursus scolaire et universitaire
 - D'établir des cyber-centres communautaires afin de faciliter l'accès des



communautés locales à l'Internet

4. Sur la **Gestion des Ressources Internet Critiques** ;

- De collaborer à la mise en place de points d'échanges Internet (EXP) au niveau local et sous régionales afin d'améliorer l'accès
- De promouvoir l'usage des domaines pays (ccTLD)
- D'encourager activement les Gouvernements de la sous-région à prendre part aux réunions GAC de l'ICANN (Governmental Advisory Committee) et aux groupes de mise en œuvre des textes législatifs sur les noms de domaines afin d'assurer un langage commun de l'Afrique de l'Ouest sur Internet
- D'encourager activement le développement de contenus locaux.

Remercions le Gouvernement de Sierra Leone, le Ministère de l'Information et de la Communication de Sierra Leone, le FOSSFA (Free Software and Open Source Foundation for Africa), l'ICANN (Internet Corporation of Assigned Names and Numbers), ISOC (Internet Society), le Bureau Afrique de ISOC, UNIFORUM ZACR, IGICI (Initiatives pour la Gouvernance de l'Internet en Côte d'Ivoire), SLIGF (Forum de la Gouvernance de l'Internet de Sierra Leone), ISOC SL (le Chapitre Sierra Léonais d'Internet Society), le Chapitre Jeunesse d'ISOC SL, la NATCOM (la Commission National des Télécommunications de Sierra Leone), Lime Line Sierra Leone, Rhoyalty Concepts et tous les participants pour leur soutien.

Freetown, Sierra Leone
Mercredi, 4 Juillet 2012